

Il faudra, toutefois, une autre université à Luxembourg

La présente contribution au dossier "Uniforum" n'est pas le fruit d'une discussion de principe au sein d'un groupement politique, ni le résultat de conciliabules d'un lobby quelconque. Les quelques idées rapidement gribouillées ici se basent plutôt sur un intérêt professionnel de l'auteur et ne reflètent que son opinion personnelle.

Les raisons pour ne pas...

Entamons brièvement quelques-unes des raisons qui peuvent être avancées pour ne pas faire d'université à Luxembourg.

- Il ne faudra pas, à priori, penser à faire une université pour retenir les fils et filles à papa dans leur fief de province afin de les libérer d'un séjour à l'étranger. Certes doit-on admettre que chez beaucoup d'anciens étudiants, qui se sont souvent concentrés dans des campements luxembourgeois au sein des cités universitaires pour ne pas perdre de vue le pourquoi de leur asile à l'étranger, l'esprit cosmopolite n'a pas laissé des marques bien profondes. Nonobstant, l'influence subie à l'étranger par des esprits ouverts n'est pas restée sans conséquences sur le terrain de la société luxembourgeoise. On peut douter fort que la seule installation d'une institution universitaire à Luxembourg pourra suffire à ouvrir le Luxembourg aux grands courants de pensée de notre époque.

- Il ne faudra pas non plus, à priori, songer installer définitivement un "Cours Universitaire" élargi comme maison de préretraite pour des professeurs de l'enseignement secondaire qui, forts d'une expérience professionnelle -jamais soumise à une évaluation-, se croient prédestinés à couronner leur carrière par quelques années d'agissements pseudo-académiques. Pour cette raison, l'idée d'une université à Luxembourg présuppose de faire table rase avec tous ces appendices de l'enseignement secondaire et de repartir à zéro.

- Il ne faudra pas non plus, à posteriori, succomber à la logique de l'état-nation parvenu, qui une fois sorti du sordide provincial, croit devoir se munir de tous les insignes dignes d'un duché grandi, à savoir des carrefours d'autoroutes, des gratte-ciels, des musées en verre, etc. "L'unif, on l'aura aussi à Luxembourg", c'est comme cela que l'écho des fréquenteurs de congrès résonne dans les têtes des patriotes de circonstance.

- Il ne faudra pas non plus, en aval d'une accumulation d'argent, faire des "fac" à fric". En effet, il y a la tentation qu'ont l'industrie, les banques et le secteur des services à voir l'Etat-providence installer une structure universitaire dont le contenu serait soumis

aux intérêts économiques. Si l'on ne devra pas couper l'enseignement de la réalité économique et sociale, il ne faudra pas non plus, comme d'aucuns le préconisent pour le secondaire technique, faire de l'école le réservoir d'une main d'oeuvre sur mesure.

Les autres atouts

Il ne faudra donc pas, à tout prix, mettre une autre université dans un paysage "facultatif" déjà assez construit, du moins si l'on considère la grande région autour de notre pays. "Autrement" devrait donc être la devise des acharnés d'un enseignement supérieur à Luxembourg. Mais cet "autrement", il ne faudra pas aller le chercher dans l'imaginaire, comme cela a été partiellement fait pour notre fameux "Mediaport". L'idée serait celle de concevoir des enseignements autres, complémentaires aux offres régionales, voire alternatives au "mainstream" des établissements universitaires de plus en plus laminés par une soumission aux exigences du marché. Cet objectif ne peut être mis en oeuvre qu'à partir d'atouts spécifiques réellement existants.

Citons-en quelques-uns:

- Multilinguisme.

Cet atout luxembourgeois, souvent mis en vitrine par nos compatriotes, ne signifie certes pas que les différentes langues soient parlées avec une aisance égale par la majeure partie de la population. Mais dans le contexte d'un projet régional, voire européen, cet atout ne signifie pas moins que des ressortissants de différents pays, chercheurs et enseignants potentiels, pourront trouver à Luxembourg un terrain propice à un accueil facile et des échanges aisés.

- Multiculturalisme.

Hormis les langues plus ou moins correctement parlées, le contexte luxembourgeois offre, par ses traditions migratoires séculaires, par la présence de plus d'un quart de résidents non luxembourgeois et par sa situation au coeur de l'Europe, la chance très rare d'un laboratoire de cohabitation de cultures très diverses. De plus, la culture dominante sur le plan linguistique ne l'est pas sur d'autres niveaux, puisque les influences extérieures marquent plus nettement la scène luxembourgeoise qu'elles ne le feraient dans un pays plus grand.

- Spécialisations économiques.

Dans l'ensemble, l'originalité économique du Lu-

Il faut faire table rase avec tous les appendices de l'enseignement secondaire et repartir à zéro.

**"Autrement"
devrait donc
être la devise
des acharnés
d'un
enseignement
supérieur à
Luxembourg.**

xembourg n'est pas des plus accentuées, d'autant plus que la sidérurgie est en voie de devenir une étoile filante. Mais quoi qu'on en pense, c'est la spécialisation du secteur financier qui restera pour un avenir proche l'atout principal du pays. C'est d'ailleurs pour cette raison que le Luxembourg revendique le siège de la banque centrale européenne, ce qu'il ne fait pas pour un domaine comme l'environnement - ou à plus forte raison l'université!..

- Carrefour de flux d'informations.

Du fait de sa situation géographique et linguistique, le Luxembourg devrait être une synapse stratégique par laquelle passent un nombre infini d'informations de tous les coins du globe. Si tel est actuellement le cas pour des informations à caractère général, il faut toutefois se rendre à l'évidence: dans bien des domaines, le manque de structures cohérentes mène à une mixture à moitié digérée d'influences diverses. Il n'y a qu'à assister à un séminaire qui réunit des universitaires d'horizons différents. D'abord, il faut relever le contraste entre la tendance "impérialiste" de la recherche anglo-saxonne, qui domine aussi bien les mondes germanophones, hispaniques et autres, et le monde souvent renfermé de la francophonie, qui par sa réticence linguistique ne "subit" simplement pas d'influences innovatrices. Si l'on y ajoute tous les clivages à l'intérieur d'une même zone linguistique ou politique, nul ne pourra contester l'opportunité pour le Luxembourg de canaliser ces flux d'informations dans des ouvrages ouverts, mais solides.

Sélectivité et démocratie

Nous avons maintenant mis le doigt sur un des vecteurs possibles d'une orientation universitaire à Luxembourg, la sélectivité. Si je propose comme deuxième vecteur la démocratie, je cours évidemment le risque d'être considéré comme un dinosaure momifié des temps lointains des réformes de l'enseignement. En effet, les lignes directrices de l'enseignement supérieur en Europe paraissent plutôt axées sur d'un côté, des établissements de masse, formateurs de réserves en cadres pour le compte des secteurs économiques, de l'autre, un haut-de-gamme élitiste, imitant les Japonais dans l'élevage sélectif des dirigeants économiques et politiques. Personnellement, j'ai subi deux expériences universitaires bien contrastées, l'une à une université traditionnelle, rigide, autoritaire, l'autre à une université innovatrice, flexible, démocratique. Si l'accumulation de "connaissances" éphémères peut paraître plus impressionnante pour la première expérience, la deuxième a certainement laissé plus de traces sur l'autonomie de jugement et de travail qui sont des qualités autrement importantes que la digestion mécanique de milliers de pages.

Les instruments

Si les objectifs cités plus haut ne feront pas l'unanimité, il pourrait toutefois y avoir un consensus sur les instruments. Citons-en quelques-uns.

Une sélection d'offres ciblées.

Comme nous l'avons signalé plus haut, il s'avère superflu de vouloir offrir à Luxembourg les mêmes filières qui sont déjà bien établies dans les régions limitrophes. L'offre de l'"Université Européenne" à

Luxembourg devrait s'orienter aux critères suivants:

- complémentarité à des offres régionales,
- utilisation des atouts existants,
- dimension européenne,
- approche comparative (langues, cultures),
- composante utilitariste pour le Luxembourg.

Dans cet ordre d'idées, l'on pourrait d'ores et déjà lancer quelques filières envisageables:

* droit européen: un tel enseignement profiterait évidemment de la présence de la Cour de Justice Européenne, mais les points forts seraient certainement le droit comparé et le droit européen.

* sciences économiques: la présence du secteur bancaire suggère un tel enseignement, quitte à ce que le contenu ne se limite pas aux techniques financières.

* sciences sociales: sur ce terrain, le Luxembourg pourrait servir de pont entre les approches souvent parallèles de différentes écoles européennes.

* linguistiques comparées: cette faculté s'impose compte tenu des considérations sur les atouts linguistiques que nous avons faites plus haut.

Cette liste n'est pas exhaustive. Il y a le secteur des médias qui jouera un rôle croissant, l'environnement qui reste au niveau des campagnes d'alphabétisation dans notre région, les sciences de l'éducation, dont l'impact serait certainement le plus immédiat. Les intéressés trouveront sans aucun doute d'autres filières possibles.

Le volet "troisième cycle"

Cette approche viserait en fait deux types d'utilisateurs différents:

- des études post-universitaires ou de troisième cycle pour des étudiants étrangers, ceci surtout dans des domaines européens et de sciences comparatives,
- des troisièmes cycles pour des diplômés luxembourgeois, qui une fois rentrés et déjà engagés dans la vie professionnelle, voudraient compléter leurs études par un tel troisième cycle.

La formation continue

Ce volet reprend évidemment le côté utilitariste de l'université luxembourgeoise. En effet, des structures performantes de formation continue, surtout pour les formateurs, ne sont plus à légitimer dans un pays où le diplôme universitaire marque souvent la fin de la formation. Sans vouloir lancer des polémiques gratuites, on ne peut contester que l'esprit d'innovation n'a pas bénéficié en profondeur la classe des enseignants luxembourgeois. S'il était possible d'intégrer dans une faculté de sciences sociales un institut de formation continue dans le domaine pédagogique, ce serait certainement une bonne opération pour le niveau souvent douteux de l'enseignement secondaire luxembourgeois. Si en plus le MEN était assez intrépide pour amputer deux semaines de stages de formation continue obligatoire aux 16 semaines de vacances des enseignants, l'investissement serait amorti après quelques années.

La recherche

Je ne m'attarderai point sur ce domaine complexe, puisque le niveau de la recherche est fortement tributaire de l'envergure que les autorités voudront donner à telle ou telle filière d'enseignement. Une recherche performante et utile n'a de sens que si elle repose dès le départ sur des bases solides et durables. Ainsi, des programmes de recherche dépendant de dotations

budgétaires incertaines et sujettes à des prorogations annuelles ne semblent a priori pas très raisonnables.

Les institutions périphériques

Une université ne vit pas uniquement des structures d'enseignement ou de recherche qu'elle fait fonctionner sur son campus. L'université n'est plus cette tour d'ivoire dans laquelle les savants se retirent. La recherche et l'enseignement d'aujourd'hui requièrent des échanges intenses avec tous les secteurs de la société. Des instituts, ouverts partiellement au public par le biais d'un enseignement ouvert, de manifestations publiques, d'activités d'édition, etc., seraient autant d'outils précieux pour faire cet agencement si nécessaire avec le monde extérieur. Citons, juste pour donner des exemples concrets, certains de ces instituts.

- * flux migratoires: recherches historiques des flux migratoires en Europe et hors de l'Europe, concepts d'interculturalismes;
- * langues et sociétés européennes: sciences comparatives, "petites" langues européennes;
- * nord-sud: système financier international, dette, aide au développement,...
- * médias: paysage médiatique européen, innovation dans les médias,...

Les bourses d'échanges

Mis à part les structures permanentes et régulières d'un tel "goulag" universitaire, c'est finalement l'atout de "plaque tournante d'échanges régionaux,

européens et universels" qui devra être au maximum intégré dans le concept de l'unif luxembourgeoise. Congrès, séminaires, conférences, cycles d'études,... autant d'éléments qui s'ajoutent à une mosaïque colorée d'une "aura" académique dans notre pays. Par ailleurs, ce sera certainement ce volet qui profitera le plus à l'économie luxembourgeoise et pourra constituer un argument de taille pour convaincre les responsables politiques encore hésitants. En effet, le tourisme des congrès devra être, selon les dires du ministre responsable, l'un des quatre piliers de l'orientation future de la politique du tourisme. Et si l'on pense que deux des trois autres piliers devront être le tourisme culturel et les loisirs "haut de gamme" à la campagne, l'université luxembourgeoise trouvera certainement des alliés de poids dans d'autres secteurs moins académiques.

Il faudra donc, tout de même, une autre université à Luxembourg. Eh bien, même si cette conception ne devrait pas faire l'unanimité, il m'a semblé utile de montrer sommairement que bien des approches différentes sont envisageables dès lors que les décideurs politiques se seront finalement résolus à entamer une brèche dans ce mur de silence inexplicable qui a longtemps cerné l'idée d'une université à Luxembourg. Mais peut-être avons-nous tort de toujours clamer une idée lorsque des concepts plus précis auraient plus de chances de convaincre les responsables politiques hésitants?

Robert Garcia